



# Les Amis de la Confédération Paysanne

## Lettre Trimestrielle 40

### EDITO

La prochaine Assemblée générale aura lieu les 11 et 12 juin à Saint-Ythaire, en Saône-et-Loire.

Elle est symbolique d'un changement au sein de l'association des Ami-e-s de la Conf'.

Organisée par un groupe local en voie de structuration, elle aura pour vocation de traduire l'action qui a été menée depuis un an avec tous celles et ceux qui souhaitent créer une dynamique à l'échelle locale.

Ce n'est certes qu'un début, mais ça a le mérite de lancer d'abord une réflexion profonde sur la place que doivent occuper les Ami-e-s aux côtés des paysans et de la Confédération paysanne.

Le manifeste ci-contre en est l'illustration. Il situe les Ami-e-s, en 2016, dans cette configuration d'engagement.

**Et cette Assemblée générale sera riche de l'ensemble des apports.**

Une partie essentielle sera consacrée au développement des groupes locaux. Les échanges seront l'occasion de s'enrichir et de mutualiser.

C'est pourquoi, il est demandé au maximum d'adhérents de venir participer pour nourrir les débats, apporter leurs compétences et leurs contributions.

C'est d'une association dynamique dont nous, citoyen-ne-s, avons besoin pour une agriculture paysanne dans des territoires vivants.

**ASSEMBLEE GENERALE  
DES AMI-E-S DE LA CONF'  
11 et 12 JUIN  
SAINT-YTHAIRE (71)**

### MANIFESTE DES AMI-E-S DE LA CONF'

Depuis longtemps l'agriculture n'est pas un sujet de débat démocratique. Les Présidents de la République se succèdent et c'est toujours la même politique agricole. L'orientation des aides publiques n'a jamais été discutée publiquement.

L'industrialisation de l'agriculture n'est pas un sujet politique. L'introduction d'OGM dans les champs ne serait pas soumise à un référendum. Le monde agricole se vivrait comme isolé du reste de la société. La société ne s'intéresserait guère à ce qui se passe dans les champs. Ce temps est révolu.

Nous voulons savoir ce qui se passe dans nos campagnes parce que nous voulons savoir ce que nous mangeons, d'où cela provient et dans quelles conditions sociales et environnementales cela a été produit.

Nous avons notre mot à dire et nous entendons le faire entendre.

Nous, ruraux, nous voyons nos campagnes se vider.

Nous, urbains, nous dépendons de nos campagnes pour nous nourrir.

Nous, parents, nous nous inquiétons de ce que mangent nos enfants.

Nous, enfants, nous nous demandons ce que nous mangerons demain.

Mais au delà de ces questions, nous avons des solutions.

Nous portons un projet cohérent et une perspective : l'agriculture paysanne pour atteindre dans toutes les régions du monde la souveraineté alimentaire.

Au sortir de la guerre, en 1945, on ne parlait à juste titre que de quantité, de sécurité alimentaire. Cet objectif est atteint depuis la fin des années soixante-dix.

On produit assez aujourd'hui pour nourrir 10 milliards d'habitants.

Malheureusement, trop au nord, pas assez au sud, les quantités sont mal réparties et la pauvreté limite l'accès des peuples à l'alimentation.

La souveraineté alimentaire, c'est garantir à chaque peuple une alimentation saine et de qualité, en quantité nécessaire, et le choix de l'agriculture qui va avec.

La souveraineté alimentaire, c'est s'appuyer sur l'agriculture paysanne, seule vraiment efficace pour nourrir les populations, elle qui fournit déjà 70% de l'alimentation mondiale, mais trop souvent dans des conditions difficiles pour les paysans.

La souveraineté alimentaire, c'est soutenir les paysans dans leurs luttes pour avoir accès à des terres, pour avoir le droit de choisir leurs semences, leurs pratiques agricoles et leurs circuits de distribution avec l'ensemble de la société.

La souveraineté alimentaire, c'est s'assurer que les choix politiques qui sont faits en notre nom vont dans ce sens.

En France, le syndicat agricole qui soutient l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire est la Confédération paysanne. Nous ne pouvons pas laisser la Conf' se battre toute seule.

Son combat, c'est notre combat.

Parce que l'agriculture nous concerne toutes et tous, parce que l'alimentation est l'affaire de toutes et tous, nous, les Ami-e-s de la Conf', voulons que l'avenir de l'agriculture soit débattu publiquement et que les citoyen-ne-s s'associent aux luttes paysannes. Ici et ailleurs. Maintenant et demain.

Les Rencontres Nationales des Agricultures les 21-22-23 octobre au Lycée de Fondettes (près de Tours) seront l'occasion de réaffirmer notre défense « d'une alimentation de qualité accessible à tous ».

## LE TRIANGLE DE GONESSE: MOMENT DECISIF ...

**Le Triangle de Gonesse** est une enclave, en forme de triangle, de 600 ha d'excellentes terres agricoles, qui s'enfoncent comme un coin dans les zones urbanisées du nord-est de la banlieue parisienne. Avec l'aéroport du Bourget au sud, et l'Aéroport Charles de Gaulle au nord, le Triangle de Gonesse est resté jusqu'à ce jour entièrement agricole sauf la pointe sud (entrepôts logistiques), à cause du bruit des avions en phase de décollage ou d'atterrissage qui a rendu jusqu'à présent l'espace inconstructible. Seulement voilà !.... Depuis une demi-douzaine d'années plane au dessus de cet espace agricole resté intact une menace de bétonisation dont le grand symbole est le projet « Europa City », pharaonique et délirant, à la fois commercial (quelque 200 boutiques de luxe destinées aux passagers de l'aéroport de Roissy) et de loisirs (aqualand, piste de ski, etc...)

**Europa City** est un projet privé initié par Immochan, société immobilière du groupe Auchan, et soutenu par l'Établissement Public d'Aménagement Plaine de France. Tous les deux s'apprêtent à investir au total 3 milliards d'euros dont une partie avec l'argent du contribuable. Les porteurs de ce projet promettent 11 500 emplois dans un secteur déjà sursaturé par la grande distribution, et 30 millions de visiteurs par an (Euro-Disney n'a jamais dépassé les 15 millions d'entrées annuelles).

### **Le Triangle de Gonesse, un enjeu crucial pour l'avenir.**

Au moment où

- le réchauffement climatique est multiplié, depuis longtemps déjà, par les émissions humaines de gaz à effet de serre,
  - la mondialisation orchestrée par les multinationales et la course au profit à court terme pour leurs actionnaires augmentent l'extraction des énergies fossiles,
  - l'imposition du consumérisme de type occidental effréné entrave gravement la transition énergétique et la voie vers la décroissance économique,
- la sauvegarde de l'agriculture sur le « Triangle » est un enjeu crucial à plus d'un titre.

### **Enjeu écologique et climatique**

Un tel espace, où les sols n'ont pas été bétonnés et gardent un couvert végétal, est un puits de carbone qui maintient et absorbe du gaz à effet de serre.

Différences de températures et analyses atmosphériques entre le Triangle et les zones urbaines avoisinantes le démontrent. Les terres arables absorbent les eaux de pluie, évitent le ruissellement surabondant et les risques

### **Enjeu économique**

Les surfaces agricoles utiles n'occupent plus que 51 % du territoire national. Celles-ci s'amenuisent à un rythme alarmant, d'où la dépendance aux transports de longue distance pour l'approvisionnement alimentaire des grandes agglomérations. L'Île-de-France privée subitement de ses livraisons n'a que 2 jours d'autonomie. Le recul constant des terres nourricières doit s'arrêter et les périphéries des grandes villes doivent plus que jamais retrouver leur fonction de ceinture agricole et maraîchère pour nous réacheminer progressivement vers une autosuffisance alimentaire des villes. Les circuits courts permettraient de diminuer sensiblement l'empreinte. Or, le Triangle de Gonesse joue encore plus ou moins ce rôle pour Paris. Sur la bordure sud on trouve des cultures maraîchères, tandis qu'on produit des céréales sur le reste de sa surface.

### **Un enjeu de société**

Les zones urbanisées à proximité du Triangle, là où, dans un passé récent s'est imposée la politique d'aménagement, sont la flagrante démonstration de l'impasse des

zones de grande distribution, en surnombre, en concurrence, saturées et déperissantes. On ne compte plus les magasins fermés : aux friches industrielles s'ajoutent maintenant des friches commerciales. Les porteurs du projet d'Europa City veulent reprendre ce modèle en échec.

Malheureusement, ce type d'aménagement basé sur l'artificialisation des terres et sur la compétition entre les « pôles d'activité » continue d'avoir la vie dure dans les esprits d'une « minorité agissante », « porteurs du projet Europa City », et aussi dans leur sillage, des élu-e-s, en particulier du Val d'Oise. Les collectivités locales de Seine-Saint-Denis semblent avoir compris le danger. Beaucoup de gens sont abusés par les promesses mirifiques de créations d'emplois et de croissance économique locale.

En l'état actuel des choses, le fer de lance est le Collectif (17 associations locales et nationales) pour la Préservation du Triangle de Gonesse (CPTG). Il fait face à des « investisseurs » disposant de moyens financiers considérables bénéficiant plus ou moins de l'appui des pouvoirs publics. Le combat mené est inégal mais tenace. Il n'est pas perdu. Et il est loin d'être gagné. ..../..

## ... POUR UN ENJEU CRUCIAL !

### ..../. Un moment décisif pour l'avenir du « Triangle »

Du 17 mars au 30 juin a lieu le débat public préalable à une mise en route des travaux. Immochan ne voulait pas de ce débat et l'avait fait repousser jusqu'à présent.

**Décisif**, car c'est le seul moment, à ce jour, où une tribune officielle va permettre à ces voix « discordantes » de s'élever contre les dégâts environnementaux et économiques en projet. C'est pourquoi le CPTG appelle tous les collectifs, toutes les associations qui luttent contre l'artificialisation des sols à venir, en leur nom propre, faire entendre leur voix pendant le débat public, en participant aux réunions officielles organisées par la Commission Particulière de Débat Public.

Ces prises de parole publiques, distinctes de celles du CPTG, mais convergentes, seront à même, sur un mode « polyphonique » de montrer que notre opposition au projet Europa City n'est absolument pas la seule, à côté de laquelle il n'y aurait qu'un consensus béat aux visées du groupe Auchan.

Les Amis de la Conf' vous invitent donc à venir participer aux réunions du débat public et à y mêler vos voix spécifiques qui auront lieu du

**17 mars au 28 juin 2016.**

Voir les rendez-vous sur les sites ci-dessous :

<https://europacity.debatpublic.fr/commission-particuliere-du-debat-europacity>

<http://nonaeuropacity.com/>

**Jean-François WOLFF**

## AGENDA

- **17 mars au 28 juin (95)** : débat public concernant le projet Europa City ;
- **21 mars à Amiens (80)** manifestation contre l'impunité de l'Usine des 1000 vaches ;
- **25 et 26 mars** : mobilisation partout en France pour Notre-Dame-des-Landes ;
- **28 mai à Beauchamp (95)**, salon du vin bio ;
- **11 et 12 juin à Saint-Ythaire, (71) AG des Ami-e-s de la Conf'** ;
- **8 au 10 juillet, Bayonne (64)** forum européen contre les GPII.

## A LIRE

« **Foutez-nous la paix** », Isabelle Saporta, Albin Michel, février 2016. Isabelle Saporta est allée rencontrer des éleveurs d'agneaux de pré-salé ou de poules de Marans, des fabricants de bruccio, de beaufort ou de roquefort, des vigneron qui sont en butte aux normes administratives. Elle donne la parole à ceux qui résistent, ne demandent qu'une seule chose : qu'on cesse d'assassiner en toute impunité la France de la bonne chère !

« **Manifeste pour un XXIème siècle paysan** », Sylvia Perez-Vitoria, Actes-Sud, 2015.

Cri de colère contre la destruction d'un mode de vie et contre les débats et les politiques actuels sur les questions agricoles qui apparaissent de plus en plus comme des leurres. Mais elle fait aussi des propositions pour cheminer vers d'autres possibles où le paysan prendrait toute sa place.

« **Les néo-paysans** », Gaspard d'Allens et Lucile Leclair, Reporterre, 2016.

Les auteur-e-s dressent une série de portraits vifs et denses. Ils décrivent et analysent ce mouvement souterrain et puissant qui témoigne d'un changement majeur dans le regard que la société du XXI<sup>e</sup> siècle porte sur la terre et l'activité de production alimentaire.

## TARINE ET ABONDANCE EN FETE

Tarine et Abondance ont été à l'honneur pour concourir les 18, 19 et 20 mars à Chambéry au parc des expositions.

Ces 2 races de vaches originaires des vallées de la Tarentaise en Savoie et d'Abondance en Haute-Savoie font la typicité des troupeaux laitiers des Savoie.

Beaufort, Reblochon, Abondance, Tome des Bauges, Tomme et Emmenthal de Savoie sont autant de fromages protégés par une Appellation d'Origine Protégée ou une Indication Géographique Protégée qui privilégient les pâturages.

La Confédération paysanne de Savoie a décidé de participer à ce mini-salon de l'élevage afin d'y apporter et défendre sa vision et son modèle d'agriculture paysanne comme solution à la crise très grave que traversent les éleveurs français, en interpellant à la fois la profession et le public. Avec eux, les Ami-e-s de la Conf' de Savoie rappelleront qu'ils ne veulent pas de campagnes

dévitilisées et polluées, ni d'une alimentation standardisée et exigent que l'agriculture protège et respecte les biens communs.

La Confédération paysanne a des Amis ... qui ne s'appellent pas Limagrain, Bayer, Syngenta, ou Monsanto...

**Colette DINAHET**



*Vaches Abondance aux lunettes caractéristiques chez Denis Novel*

## SOUTENIR L'ELEVAGE

### **Soutenir l'élevage et les outils d'abattage et de transformation, c'est vital pour nos territoires !**

Les actes de maltraitance intolérables et relevés dans les abattoirs d'Alès et du Vigan (30) commis par des personnels de ces équipements interpellent notre consommation de viande et l'avenir de l'élevage dans une période où la consommation de produits carnés recule et la conscience du bien-être animal avance.

Reconsidérer la place de l'animal et de l'élevage dans nos sociétés, c'est également interroger l'activité économique et évaluer les nouvelles pratiques agricoles dans une phase de transition écologique et sociale.

L'actualité des dérèglements climatiques nous a conforté dans l'idée de «consommer moins et mieux de la viande» dont la traçabilité est assurée.

Malheureusement, l'agro-industrie freine la transparence des filières animales aux portes des abattoirs, particulièrement dans la transformation. Pourtant, les prairies naturelles largement utilisées par l'élevage traditionnel apportent de réelles solutions de captage et de stockage du CO<sub>2</sub>, de même les fumiers et autres lisiers sont essentiels à l'amendement et à la fertilisation des sols...

Le pâturage et le «système herbager économe» sont souvent

les seules réponses au maintien d'activités rurales pour des zones soumises à la désertification locale et aux contraintes géomorphologiques.

La diversification des productions, la polyculture-élevage sont les clefs de voûte de notre avenir agricole associées aux vertus de la souveraineté alimentaire, qui encourage l'élevage extensif sur nos territoires. Revendiquer la place de l'élevage et sa contribution à la biodiversité, c'est combattre la spécialisation et l'industrialisation de notre agriculture ; c'est aussi promouvoir l'autonomie des paysans et offrir une meilleure qualité alimentaire au plus près des bassins de consommation.

### **Replacer l'animal dans les écosystèmes et l'économie paysanne**

Dans un monde aux ressources limitées, il convient de changer les manières d'envisager notre rapport à la nature et de reconsidérer le progrès tout en préservant notre tradition culinaire et l'emploi en milieu rural. Aujourd'hui, la consommation nous responsabilise au moment de l'acte d'achat, l'éthique gagne du terrain au contact des paysan-ne-s engagé-e-s dans des pratiques vertueuses, qui pourtant subissent des contrôles et des normes qui menacent directement leur activité.

Nous voulons des contrôles citoyens pour mieux appréhender notre destin sanitaire et alimentaire et faire reculer les normes aux mains des lobbies agro-industriels et non adaptées aux petits élevages qui approvisionnent les circuits courts.

Soutenir l'élevage et le pastoralisme, c'est entretenir les paysages, maintenir et restaurer des milieux ouverts tout en respectant la condition paysanne et animale qui intègre la dignité du sacrifice de l'animal et un prix de vente «juste».

La journée internationale des luttes paysannes le dimanche 17 avril s'inscrit dans une démarche de soutien aux alternatives agronomiques. Bon nombre se réclament du recours à l'amendement organique issu de l'élevage qui fournit des revenus et des protéines essentiels à la vie de nos territoires. L'action de l'éleveur est d'intérêt général et deviendra incontournable dans l'aménagement futur des territoires, y compris pour les animaux !

La (bio)diversité des espèces animales et végétales ainsi que la coopération autour des équipements de proximité sont interdépendants dans la relocalisation de notre économie.

**William ÉLIE**

## NOTRE-DAME-DES-LANDES ENTRE MENSONGES ET REFERENDUM

Ce projet cumule bien des défauts. Outre son inutilité, son imposition induit contradictions et mensonges en continu.

Ce sont les études qui sont carrément manipulées.

C'est le projet d'un aéroport plus grand qui s'avère avoir des infrastructures plus petites.

C'est le reniement de la parole donnée : après avoir affirmé que les travaux ne commenceraient pas avant l'épuisement de tous les recours, le gouvernement a déduit des verdicts des premières instances un blanc-seing pour les entamer ...

Devant la résistance des opposants, Vinci est intervenu à son tour pour demander l'expulsion de tous les habitants, y compris les historiques et les paysans. Ce qu'il a obtenu, mais sans indemnité journalière.

Devant la résistance, le gouvernement allègue que la Commission européenne aurait indiqué que le projet était licite.

Devant la résistance, le gouvernement enfourche la voie référendaire, pour la seule population de Loire-Atlantique, pour le mois de juin alors que François Hollande a assuré attendre la contre-expertise demandée par sa

ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal (voir Campagnes Solidaires n°315—mars 2016).

Nous n'avons rien à attendre de ce scrutin truqué. Cependant il permettra, s'il a bien lieu, de mettre en lumière l'escroquerie intellectuelle et démocratique, qui comme dans bien d'autres dossiers (comme le contournement grand ouest de Strasbourg, la LGV Lyon-Turin) est mise en jeu pour arriver à ses fins, le profit de quelques-uns au détriment des habitants, de la biodiversité et de l'agriculture paysanne qui les sert.